



COMMUNIQUE DE PRESSE

LA REPUBLIQUE D'ANGOLA BENEFICIE DE L'EXTENSION FINALE DE L'INITIATIVE POUR LA SUSPENSION DU SERVICE DE LA DETTE (ISSD)

En application de la fiche relative à l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) et son amendement également approuvé par le G20, le Club de Paris a reconnu que la République d'Angola est éligible à bénéficier de l'extension finale de l'initiative. Par conséquent, les représentants des pays créanciers du Club de Paris ont accepté d'accorder à la République d'Angola une extension de la durée de suspension du service de la dette du 1^{er} juillet au 31 décembre 2021.

Le gouvernement de la République d'Angola s'est engagé à consacrer les ressources libérées par cette initiative à l'augmentation des dépenses dédiées à atténuer l'impact sanitaire, économique et social de la crise COVID-19. Le gouvernement de la République d'Angola s'est également engagé à demander à tous ses autres créanciers officiels bilatéraux un traitement du service de la dette conforme à la fiche agréée et son amendement. Cette initiative contribuera également à aider la République d'Angola à améliorer la transparence et la gestion de la dette.

Les créanciers du Club de Paris continueront de se coordonner étroitement avec les créanciers du G20 non membres du Club de Paris et les autres parties prenantes pour la mise en œuvre en cours de l'ISSD et son extension, afin de maximiser le soutien apporté aux pays bénéficiaires de l'ISSD.

Notes de contexte

1. Le Club de Paris s'est réuni pour la première fois en 1956. Il s'agit d'un groupe informel de créanciers publics dont le rôle est de trouver des solutions coordonnées et durables aux difficultés de paiement de pays endettés.

2. Les membres du Club de Paris qui participent à la réorganisation de la dette de la République d'Angola sont les gouvernements du Canada, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie, du Japon, des Pays-Bas, de la République de Corée et du Royaume-Uni.

Les observateurs de l'accord sont les représentants des gouvernements de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, de la Fédération de Russie, de la Finlande, de l'Irlande, d'Israël, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse.